



Journal Homepage: [-www.journalijar.com](http://www.journalijar.com)

INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR)

Article DOI:10.21474/IJAR01/21569

DOI URL: <http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/21569>



RESEARCH ARTICLE

CRISE SECURITAIRE, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GESTION DES CONFLITS ENVIRONNEMENTAUX: QUELLES REPONSES LOCALES FACE AUX TENSIONS AUTOUR DES RESSOURCES NATURELLES A KONNA (MALI)

Abdou Ballo

1. Universite des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Faculte d'Histoire et de Geographie,
Departement de Geographie.

Manuscript Info

Manuscript History

Received: 11 June 2025

Final Accepted: 13 July 2025

Published: August 2025

Key words:-

Conflicts related to natural resources,
Climate change, Local governance,
Community resilience, Armed conflict,
Environmental peacebuilding, Konna

Abstract

The Mopti region in central Mali faces a double vulnerability. On the one hand, it suffers from persistent insecurity due to the presence of armed groups non-state and the low representativeness of state authority, and on the other hand, climatic pressures that compromise the availability and equitable access to natural resources. In this context, environmental conflicts— particularly over land, water and pastures – are increasing and threatening the social cohesion of local communities. This study explores local responses to these tensions in a rural commune in Bandiagara. Using a qualitative methodology based on interviews, field observations and analysis of community documents, the article identifies the main types of conflicts, the actors involved and the regulatory mechanisms in place. The results show a reconfiguration of local governance modes, marked by the weakening of customary regulations, the rise of hybrid initiatives, but also the sometimes-ambiguous influence of external actors (NGOs, armed groups, elected officials). The study highlights the importance of strengthening local capacities for peaceful resource management with a view to resilience, social equity and peacebuilding.

"© 2025 by the Author(s). Published by IJAR under CC BY 4.0. Unrestricted use allowed with credit to the author."

Introduction:-

Depuis plus d'une decennie, les regions sahelienues sont confrontees a une combinaison de crises multidimensionnel les qui bouleversent profondement les modes de vie, la gouvernance locale et les equilibres socio-ecologiques. Au cœur de ces mutations, les tensions autour des ressources naturelles – notamment la terre, l'eau et les pâturages – deviennent de plus en plus frequentes et parfois violentes. La litterature s'accorde sur le fait que les conflits autour des ressources naturelles (terre, eau, pâturages, forêts) en Afrique subsaharienne ne sont pas des phenomenes nouveaux, mais qu'ils s'inscrivent dans des logiques anciennes de competition, d'accès et d'exclusion, souvent exacerbees par des inegalites d'ordre social, foncier ou politique (Turner, 2004, pp.863–889 ; Benjaminsen & Ba, 2009, pp.71-81;). Ces tensions prennent generalement la forme de conflits entre groupes sociaux aux pratiques et aux interets differencies, notamment entre agriculteurs et eleveurs, autochtones et migrants, ou encore anciens et

Corresponding Author:-Abdou Ballo

Address:-Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Faculté d'Histoire et de Géographie, Département de Géographie.

jeunes. La delimitation floue des droits coutumiers et l'absence de cadastre participatif renforcent la conflictualite, surtout dans les zones rurales enclavees.

Par ailleurs, le changement climatique agit comme facteur d'amplification. Le changement climatique, en particulier dans les zones sahelienues, se manifeste par une variabilite accrue des precipitations, la reduction des periodes agricoles utiles, la baisse de productivite des sols et la diminution des ressources hydriques (Mortimore, 2005, pp.567-595, IPCC, 2022 p.5;). Ces evolutions contribuent à renforcer la concurrence entre usagers des ressources. Toutefois, la litterature souligne que le climat n'est pas un facteur de conflit en soi. Ce sont les mediations sociales, institutionnelles et politiques – ou leur absence – qui transforment les tensions ecologiques en conflits ouverts (Raleigh & Urdal, 2007, pp. 674-694; Benjaminsen et al., 2012, pp.97-111). Ainsi, le climat agit comme un catalyseur, dans des contextes déjà marques par des desequilibres structurels.

Le Mali illustre particulièrement bien cette complexite. Tandis que le changement climatique accentue la variabilite pluviometrique, la degradation des sols et la fragilisation des moyens de subsistance agricoles, le pays fait face, depuis 2012, à une crise securitaire grave. Cette crise, initialement localisee au nord, s'est etendue vers le centre du pays, notamment dans la region de Mopti, marquant un recul de la presence etatique (International Crisis Group, 2021, P.63). L'effondrement partiel de la gouvernance locale y a transforme la gestion des ressources naturelles en enjeu hautement conflictuel, avec des repercussions sur la cohesion sociale et la stabilite des communautes rurales. Les autorites coutumières, historiquement centrales dans la mediation des conflits, perdent parfois leur legitimite ou deviennent des relais de pouvoirs concurrents (Lecocq & Klute, 2019, pp. 139–154).

Face à ces defis, les communautes rurales developpent des reponses endogenes, fondees sur des institutions coutumières (chefferies, conseils de sages), des pratiques rituelles, mais aussi des innovations comme les conventions locales ou les comites multi-acteurs de gestion concertee (Cotula et al., 2007 p.50).

Ces dispositifs sont souvent pertinents, flexibles et enracines dans le tissu social, mais leur efficacite depend fortement (i) de leur legitimite sociale, (ii) de leur inclusivite (integration des femmes, des jeunes, des deplaces), (iii) et de leur capacite à dialoguer avec les institutions etatiques ou les appuis exterieurs

Toutefois, ils sont aussi exposes à des limites structurelles: absence de cadre juridique reconnu, pressions politiques, financements courts ou manque de coordination entre les niveaux de gouvernance.

Dans cette situation d'instabilite, les conflits lies aux ressources naturelles ne peuvent plus être abordes uniquement comme des litiges d'usage entre agriculteurs, eleveurs ou exploitants forestiers. Ils deviennent les symptomes d'une gouvernance fragmentee, où se superposent normes coutumières, règles administratives affaiblies, interventions d'ONG et parfois arbitrages violents de groupes armes non etatique. Dès lors, il est legitime de se demander: quelles sont les reponses locales à ces conflits environnementaux dans un contexte de double crise securitaire et climatique?

La revue de la litterature plaide pour une approche integree de la gestion des conflits lies aux ressources naturelles, combinant resilience ecologique, gouvernance inclusive et cohesion sociale. Il ne suffit pas de reguler les usages, il faut renforcer les capacites locales, articuler les legitimites multiples et inscrire les mecanismes de gestion dans des dynamiques durables, en tenant compte du contexte securitaire. Des auteurs comme Ribot (2004, p.44), Cleaver (2012, p. 219) ou Lund, C. (2006, Pp. 673–684.) soulignent l'importance d'une gouvernance multi-niveaux, ancree dans la realite sociale, mais connectee aux processus formels de developpement, de justice et de paix.

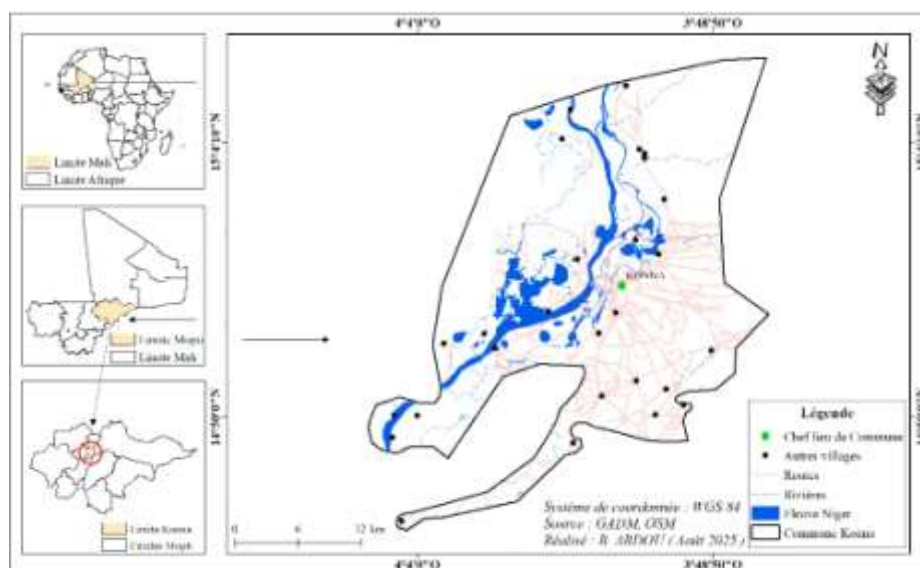
Cet article vise à explorer les mecanismes de regulation communautaire, formels et informels, mis en œuvre dans une commune rurale de Konna pour faire face aux tensions croissantes autour des ressources. L'objectif est d'analyser la capacite de ces reponses locales à contenir les conflits, à maintenir un minimum de cohesion sociale et à preserver la durabilite des ressources naturelles.

Cette etude s'inscrit dans une demarche de comprehension fine des interactions entre environnement, securite et gouvernance, en mobilisant des outils d'analyse qualitatifs centres sur les pratiques locales. Elle ambitionne egalement de contribuer aux reflexions operationnelles sur les approches integrees de gestion des ressources dans les contextes fragiles, à l'intersection des enjeux de paix, de resilience et de developpement rural durable.

Materiels et Methodes:-

Presentation de la zone d'étude:

L'étude a été réalisée dans la commune rurale de Konna située dans la région de Mopti, au centre du Mali (carte1).



Carte 1 : Localisation de la zone d'étude

Elle est située entre les 14°30' et 15°50' de latitude Nord ; 4°30' et 3°20' de longitude Ouest.

Cette région, appartenant à la zone soudano-sahélienne, est caractérisée par une forte variabilité climatique, une saison des pluies courte (juin à septembre), et une dépendance marquée à l'agriculture pluviale, à l'élevage et à l'exploitation des ressources naturelles (bois, pâturages, eaux de surface). La commune cible est confrontée depuis plusieurs années à une dégradation des ressources naturelles, mais aussi à une insécurité croissante due à la présence de groupes armés non étatiques, à la multiplication des incidents violents et au repli de l'administration étatique. Le territoire étudié illustre de manière aiguë la convergence entre vulnérabilité écologique et crise sécuritaire.

Methodologie:-

L'étude repose sur une approche quantitative et qualitative, inductive et compréhensive, visant à restituer les dynamiques sociales et les réponses locales face aux conflits environnementaux. Cette approche permet de saisir la complexité des interactions entre acteurs, ressources et institutions dans un contexte de fragmentation de l'autorité et de recomposition des normes.

Enquête du terrain:

Echantillonnage:

L'échantillonnage a été raisonné, en tenant compte de la diversité des profils sociaux, des statuts fonciers et des types d'usage des ressources. Le choix des personnes a été fait en collaboration avec des relais communautaires et des leaders locaux, tout en veillant à une représentation équilibrée des sexes, des générations, et des groupes d'utilisateurs (agriculteurs, éleveurs, exploitants forestiers, déplacés internes, etc.).

Collecte de données:

La collecte des données a mobilisé plusieurs techniques complémentaires:

- **Entretiens semi-directifs:** 26 entretiens ont été réalisés avec des acteurs clés: chefs de village, chefs de terre, élus locaux, représentants d'organisations communautaires (groupements de femmes, associations de jeunes), agents d'ONG et leaders religieux;
- **Focus groups:** Quatre groupes de discussion ont été conduits (hommes, femmes, jeunes, éleveurs/agriculteurs), afin de croiser les perceptions sur les conflits et les mécanismes de régulation;
- **Observation directe:** Certaines séances de médiation ou de réunions communautaires ont été observées, avec prise de notes sur les interactions, les rôles joués par les différents acteurs et les processus de décision;

- **Analyse documentaire:** Des documents locaux ont été collectés et analysés: chartes foncières, conventions locales, procès-verbaux de réunions, rapports d'ONG, bulletins humanitaires, etc.

Analyse des données:

Les données qualitatives ont été retranscrites puis traitées par analyse thématique manuelle, à partir de catégories construites autour des grandes dimensions de la recherche: typologie des ressources et des conflits, acteurs, mécanismes de gestion, efficacité perçue, limites des dispositifs. Une triangulation systématique entre sources orales et documents a permis de renforcer la fiabilité de l'analyse. Les éléments observés ont également été codés et interprétés en fonction du contexte local (insécurité, saisonnalité, historique des conflits).

Limites de l'étude:-

Plusieurs limites ont affecté cette recherche. D'abord, le contexte sécuritaire volatile a contraint la mobilité sur le terrain, restreignant l'accès à certains hameaux ou zones à risque. Ensuite, la sensibilité du sujet – en particulier concernant le rôle des groupes armés – a entraîné une autocensure de certains interlocuteurs. Enfin, bien que des efforts aient été faits pour intégrer des perspectives féminines et juveniles, les rapports de pouvoir internes à la communauté ont limité la parole de certains groupes. Ces limites ont été partiellement atténuées par le recours à des enquêteurs locaux et des partenaires communautaires fiables.

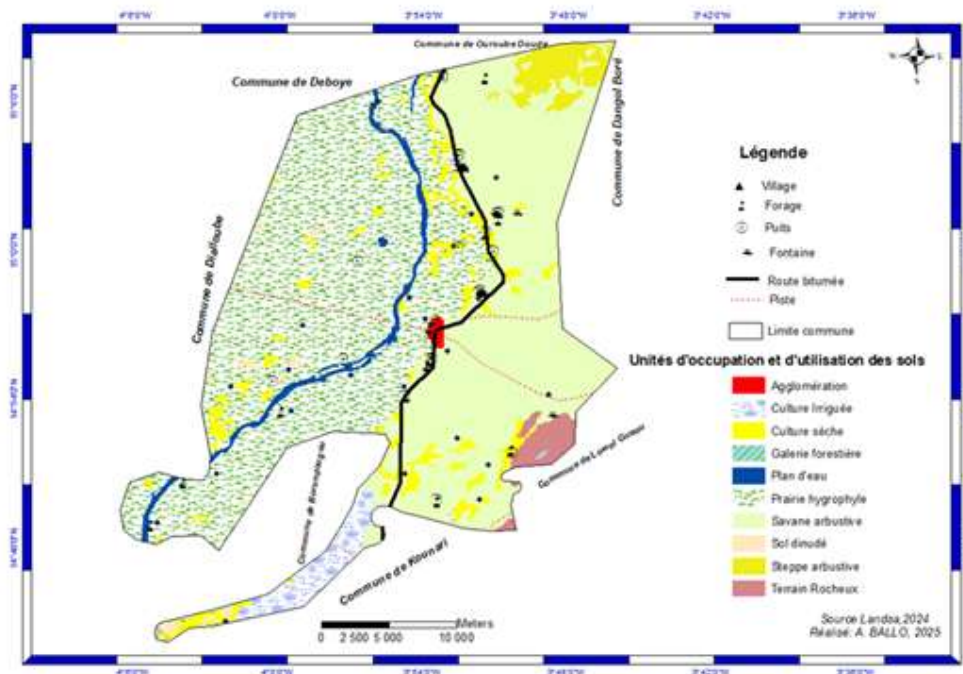
Resultats:-

L'analyse des données recueillies dans la commune rurale étudiée fait apparaître une réalité marquée par la multiplication des conflits liés à l'usage des ressources naturelles, dans un contexte de gouvernance affaiblie et de vulnérabilité climatique croissante. Les résultats présentés ici s'organisent autour de quatre axes principaux: la typologie des conflits, les acteurs impliqués, les mécanismes locaux de régulation, et les limites observées dans leur mise en œuvre.

Cartographie des ressources naturelles:

Unités d'Occupation et d'utilisation des sols:

Au vu de la carte 2, dix unités d'occupation et d'utilisation des sols se partagent la commune de Konna.



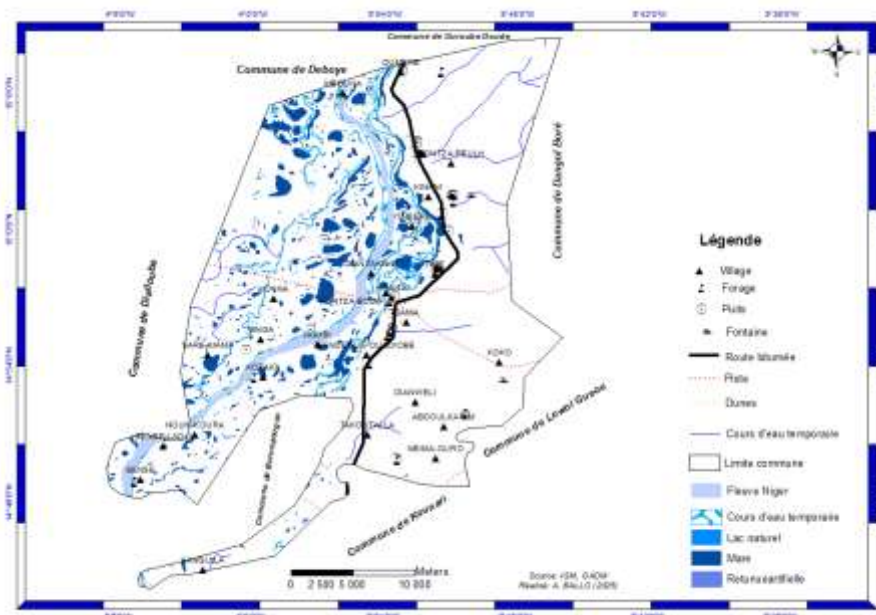
Carte 2 : Occupation et d'utilisation des sols de la commune de Konna

Les deux plus grandes unités sont dans l'ordre la prairie hygrophile et la savane arbustive. Elles occupent presque la totalité de la commune. La zone de cultures sèches, estimée comme la troisième grande unité est dispersée dans la commune. La zone de cultures irriguées et la steppe arbustive viennent en quatrième position de grandeur. La steppe

arbustive est située à l'extrême nord-est de la commune. Tandis que le rocher et le plan d'eau occupent la sixième position de gradeur. La zone de sol dénudée occupe la huitième place, dispersée dans la prairie hygrophile. Enfin la zone d'habitation et la galerie forestière se présentent désormais comme les deux plus petites d'unités.

Ressources en eau:

La commune est arrosée par le fleuve Niger navigable sur 40 Km dans la commune en toute période (carte 3).



Carte 31 : Ressources en eau de la commune de Konna

La zone inondée deltaïque est située à l'ouest et est constituée d'îles et d'îlots à sol argileux et submersible pendant la crue. Le fleuve est alimenté aussi par les eaux de ruissellement de pluies qui viennent du plateau dogon. Il n'existe pas de données statistiques pour les mares, alors même qu'elles sont en nombre important de par leur importance sur le plan de la pêche et de l'élevage.

Unité sol/vegetation (PIRT, 1983):

Selon la classification du projet d'inventaire des ressources terrestres (PIRT, 1983) du Mali, il a été identifié sept types d'unités de sol dans la commune de Konna qui sont entre autres: l'unité sol TC1, l'unité sol DA4, l'unité sol X5, l'unité sol TC2, l'unité sol TH6, l'unité sol TI1 et l'unité Tr2 (carte 4).

Toutes les unités identifiées ont des caractéristiques particulières qui sont:

- Terrains cuirasses, surfaces aplanies à pente douce (TC1) : Les sols se caractérisent par leur profondeur faible à modérée avec une structure graveleuse. Le drainage est bon à modérément excessif. Les sols sont classés parmi les sols minéraux bruts d'érosion sur cuirasse (lithosols). La végétation ligneuse est dominée par *Pterocarpus lucens* et *Boscia senegalensis*. Les autres espèces ligneuses abondantes sont: *Combretum micranthum*, *Grewia bicolor*, *Giera senegalensis*, *Combretum glutinosum*, *Acacia ataxacantha*, *Boscia angustifolia* et *Boscia salicifolia*. La couche herbacée a elle aussi la même configuration, avec des plaques rares à modérément denses de graminées et herbes annuelles entrecoupées de zones d'érosion dénudées. Elle est dominée par les graminées annuelles composées de *Schoenefeldia gracilis*, *Aristida* spp, *Zornia glochidiata*.

- Terrains cuirasses, latéritiques, durs et modérément profonds (TC2): Les sols de cette unité se caractérisent par faible profondeur et plus souvent de matières organiques. Les caractéristiques de cette unité sont les minéraux bruts sur cuirasse. Les espèces ligneuses comme *Combretum glutinosum*, *Lannea microcarpa* et *Accacia macroptachia* sont abondantes. Le tapis herbacé est assez divers car aucune espèce n'est dominante. Les espèces comme *Andropogon pseudapricus*, *Diheteropogon hagerupii*, *Loudetia togoensis* se trouvent sur cette unité.

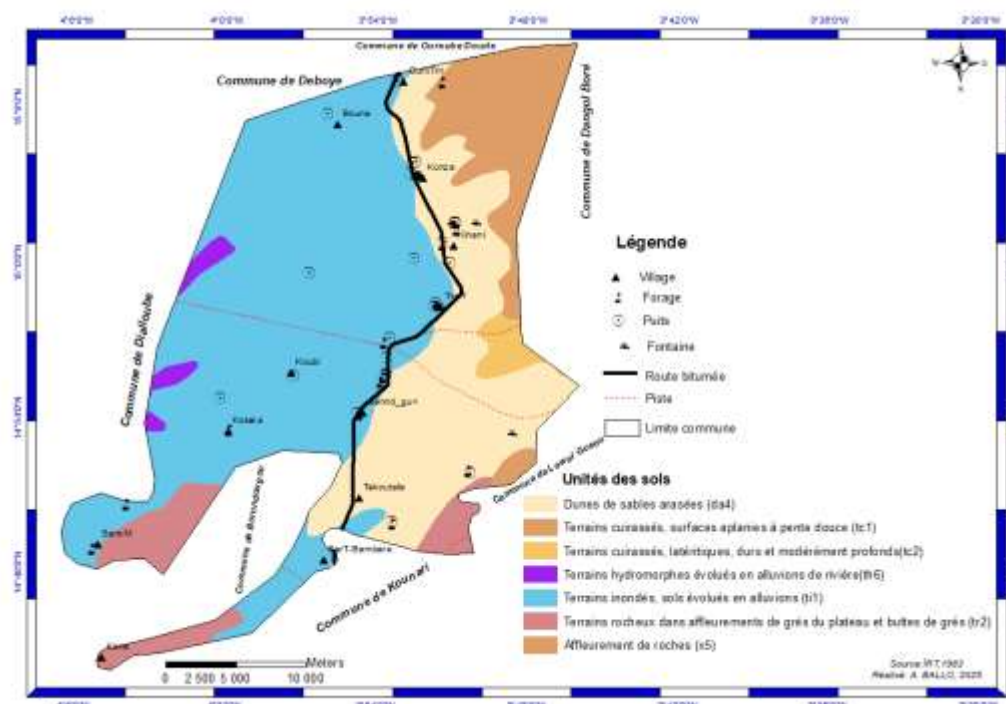
- Terrains inondés, sols évolués en alluvions (TI1) : Elle occupe le niveau le plus bas du delta. Les sols ont évolué en alluvion de rivière et ont une texture fine ; ils sont très mal drainés. Ils portent une végétation d'herbes aquatiques composées d'*Echinocloa stagnina* et d'*Oryza longistaminata*.

- Terrains hydromorphes évolués en alluvions de rivière (TH6) : Les sols qui ont évolué en alluvions de rivière, sont profonds, à texture modérément fine et mal drainés. La végétation est sporadique : parfois, l'unité porte une végétation modérément dense à dense de grands arbustes et de petits arbres, caractérisée par *Diospyros mespiliformis*, *Acacia seyal* et *Balanites aegyptiaca* et par des graminées annuelles (*Panicum laetum*).

- Dunes de sables arasees modérément stabilisées (DA4) : L'unité renferme des dunes arasees à pentes douces à inclinées. Les sols sont classés parmi les sols brun-rouges subarides de transition vers les sols ferrugineux. La couche ligneuse est dominée par *Combretum glutinosum* et *Guiera senegalensis*. D'autres espèces modérément abondantes sont *Sclerocarya birrea*, *Balanites aegyptiaca* et *Acacia senegal*. La couche herbacée est dominée par les graminées *Cenchrus biflorus* et *Schoenefeldia gracilis*. Les autres graminées qu'on y trouve aussi sont *Eragrostis tremula* et *Aristida* spp. Les herbes annuelles sont dominées par *Zornia glochidiata* et *Polycarpea linearifolia*.

- Affleurement de roches solides avec aucun sol nu couverture végétale (X5) : L'unité occupe des plaines alluviales allant de plates à presque plates dans la zone aride du pays. Elle a évolué en alluvions très fins, sont profonds et se caractérise par une texture très fine, mais sont très aplanies et couvert d'une croûte. On n'a observé aucune végétation, bien qu'une couverture rare de graminées annuelles puisse apparaître après une pluie et puisse permettre un pâturage marginal temporaire.

- Terrains rocheux dans affleurements de grès du plateau et buttes de grès (TR2) : De façon générale l'unité Tr2 est en pente, souvent forte, bien qu'elle puisse également occuper de sites à pentes douces. La surface est généralement rocheuse et rocailleuse, et les sols sont gravillonnaires. Elle porte une végétation de gros arbuste notamment *Combretum glutinosum*, ainsi que des graminées annuelles dominées par *Schoenefeldia gracilis* avec parfois des arbres.



Carte 4 : Ressources en sols de la commune de Konna

Typologie des conflits liés aux ressources naturelles:

Les conflits environnementaux identifiés relèvent majoritairement de litiges autour de l'accès et du contrôle des terres, de l'eau et des pâturages. Trois formes dominantes se dégagent:

- Conflits agropastoraux: Opposant principalement agriculteurs sédentaires et éleveurs transhumants ou semi-nomades. Ils sont fréquents en période de soudure (mai-juillet), lorsque les animaux traversent les champs encore non récoltés. Ces tensions sont souvent exacerbées par le raccourcissement de la saison des pluies et la réduction des pâturages disponibles.

- Conflits autour des points d'eau: Les mares, puits et sources font l'objet d'usages multiples – domestiques, agricoles, pastoraux – parfois concurrents. En période de sécheresse, ces ressources deviennent des points de crispation, notamment entre communautés voisines ou déplacées.

- Litiges fonciers intra et intercommunautaires : L'attribution de terres agricoles ou de zones de culture de décrue donne lieu à des conflits entre familles, lignages ou villages, aggravés par l'absence de cadastre, l'ambiguïté des droits coutumiers et la pression croissante liée à l'arrivée de déplacés.

Certains conflits prennent également une dimension identitaire ou générationnelle, notamment lorsque des jeunes revendiquent l'accès à des espaces accaparés par des anciens ou par des familles influentes.

Diversité des acteurs et reconfiguration des rapports de pouvoir:

La gestion des conflits environnementaux implique une pluralité d'acteurs locaux, dont les rôles et les légitimités sont en recomposition (Cf. Tableau):

Tableau 1: Diversité des acteurs

Acteurs	Echelle géographique	Compétences	Composition	Statut	Fonctionnalité
Autorités traditionnelles	Existe dans chaque village	Gère les conflits liés à la gestion des ressources naturelles (pâturages, forêts, terres de culture, etc.)	Propriétaires terriens, éleveurs autochtones et transhumants, agricultures autochtones et migrants	Traditionnel	Fonctionne selon les règles coutumières. Utilise les hommes de caste et le cousinage à plaisanterie
Conseil villageois	Existe dans chaque village	Conflits villageois de toute nature	Chef de village et ses conseillers	Traditionnel, officiellement reconnu	Fonctionne selon les règles coutumières. Utilise les hommes de caste et le cousinage à plaisanterie
Commission de veille	Existe dans la plupart des villages	Veille sur les champs contre la divagation des animaux et les sources d'eau ; fixe les dates d'arrêt de la divagation des animaux et les périodes de récolte	Autorités villageoises, Propriétaires terriens, éleveurs autochtones et transhumant, agricultures	Conventionnel	Fonctionne selon des règles conventionnelles
Brigade de veille	Existe dans la plupart des villages	Protection de l'environnement (coupe abusive, feux de brousse, lutte contre l'érosion)	Chasseurs, jeunes	Conventionnel	Fonctionne selon des règles conventionnelles
Commission foncière	Mise en place dans tous les	Gère les conflits fonciers	Chef de village, chef coutumier,	Formalise (Décret	Fonctionne selon les textes

villageoise (CoFo village)	villages		representant du Conseil villageois, representant des corporations professionnelles, representant des jeunes, representant des femmes	n°N°2018- 0333/P-RM du 04 avril 2018 fixant la composition et les modalites de fonctionnement des commissions foncières villageoises ou de fractions	administratifs
Commission foncière communale (CoFo commune)	Mise en place dans toutes les communes	Procéder à la conciliation des parties à un litige foncier agricole, prealablement à la saisine des juridictions competentes ; contribuer à l'inventaire des us et coutumes en matière foncière ; participer à l'institution du cadastre au niveau de la CT ; participer à l'elaboration et à la mise en œuvre de la politique de gestion foncière de la CT ; donner un avis sur toutes les questions foncières dont elles sont saisies	Sous-Prefet ; Maire ; trois Conseillers communaux ; Chef des services communaux (GR, Agriculture, Elevage) ; Chefs de village ; President de la delegation communale de la CRA ; ST ; representant des jeunes ; representant des femmes	Formalise (Decret n°09- 011/P-RM du 19 janvier 2009 fixant les attributs, la composition et les modalites de fonctionnement des commissions foncières locales et communales	Fonctionne selon les textes administratifs
Commission communale de reconciliation	Mise en place dans toutes les communes	Apaisement du climat social, promotion du vivre ensemble	Toutes les forces vives	Formalise. Joue un rôle limite dans la regulation effective des conflits. Leur action est souvent entravee par l'insecurite, les moyens limites, et une faible coordination avec les structures coutumières	Fonctionne selon les textes administratifs
Les ONG	Locales et internationales	Apportent un appui technique et	Locaux et d'etrangers	Legal	Fonctionne selon les textes

		financier à la mise en place de conventions locales ou à l'organisation de dialogues intercommunautaires			administratifs
Les groupes armés non étatiques	Village, communal et régional	Interviennent indirectement dans certaines zones en imposant des règles d'accès aux ressources ou en arbitrant des litiges, renforçant ainsi leur emprise territoriale	Locaux et d'étrangers	Non reconnus	Fonctionne avec armes

Source: Equipe de recherche, 2025

Cette diversité d'acteurs crée un enchevêtrement normatif et une concurrence de légitimités, compliquant la résolution durable des conflits.

Mode d'accès et de gestion des ressources naturelles:

Il ressort des entretiens avec les acteurs clés que les chefs terriens (chefs des unités de production agricoles) sont les principaux détenteurs des terres agricoles. Ils détiennent les terres familiales. Ils sont également les principaux décideurs au niveau local dans le processus d'attribution de la terre aux citoyens. Le principal mode d'acquisition de terre non-familiale est la cession. Le processus d'acquisition se fait sur simple demande verbale au chef de village, au chef traditionnel ou directement à un propriétaire terrien. Ce processus se déroule sur trois mois.

Contrairement aux terres agricoles, les pâturages sont détenus exclusivement par les Djorot et l'accès est payant. Les mares sont des zones de pêche protégées et personne ne peut y accéder avant le délai (mai-juin). Les propriétaires des eaux (Djitigou) veillent au respect du calendrier de pêche.

Mécanismes locaux de gestion des conflits:

Plusieurs mécanismes de régulation sont mobilisés par les communautés locales pour prévenir ou gérer les conflits :

- La médiation coutumière reste le premier recours dans la majorité des cas. Conduite par les chefs de village ou les anciens, elle repose sur des procédures orales, des rites de réconciliation et une forte pression communautaire. Elle est efficace pour les litiges intracommunautaires, mais montre ses limites face aux conflits intercommunautaires ou politiques.

- Les conventions locales de gestion des ressources naturelles, appuyées par certaines ONG, formalisent des règles partagées (calendrier de la transhumance, itinéraires pastoraux, modalités d'accès à l'eau, espèces protégées, zones de couvertures, sanctions en cas de litige). En ce qui concerne les pêcheries, il faut particulièrement souligner les Plans de gestion des pêcheries dans les villages de Koana, Komio et Sense; les Règles consensuelles de gestion des plans d'eau de Konna, Komio et Sense; les Plans de gestion des pêcheries de Kontza-Bozo et les Règles consensuelles de gestion des plans d'eau de Kontza-Bozo. Les conventions ont montré une certaine efficacité, notamment lorsqu'elles sont élaborées de manière participative.

- Les comités de dialogue intercommunautaire, créés ponctuellement lors de tensions majeures, facilitent l'expression des griefs, mais leur fonctionnement dépend fortement de l'appui externe et de la confiance entre groupes.

.

- Les rituels traditionnels de réparation (sacrifices, pardon public, échanges symboliques) sont encore mobilisés pour restaurer la paix sociale, en particulier après des conflits violents.

Limites et tensions dans la mise en œuvre des mécanismes:

Plusieurs limites entravent l'efficacité des mécanismes de gestion des conflits:

- La faiblesse de l'articulation entre les structures coutumières et les institutions formelles, qui crée des zones d'ombre juridique et alimente les incompréhensions.

- L'absence ou l'usure de la confiance entre groupes sociaux, surtout lorsque des differends anciens ou politises resurgissent dans les debats actuels.
- La dependance à l'egard des appuis exterieurs: dans certains cas, les dispositifs s'effondrent lorsque les projets de developpement prennent fin. Ce qui pose un problème de durabilite. La plupart des CoFo villageoises et communales ne fonctionnent pas faute de moyens necessaire et de la mise en place d'un cadre solide pour sa perennisation.
- L'exclusion de certains groupes sociaux, notamment les femmes, les jeunes et les deplaces internes, limite la legitimite des processus de mediation.
- L'insecurite persistante empêche la tenue de rencontres communautaires, affaiblit les leaders traditionnels et favorise la regulation par la force ou par des logiques d'allegeance.

Discussion:-

Les resultats de cette etude mettent en lumiere la maniere dont les communautes locales de la region de Mopti s'efforcent de reguler les conflits environnementaux dans un contexte de vulnerabilite extreme. Cette discussion vise à analyser ces reponses à l'aune des travaux scientifiques existants, en soulignant les dynamiques de resilience, les recompositions de la gouvernance locale, et les defis persistants en matiere de durabilite, d'inclusivite et de securite.

Resilience locale et maintien de la cohesion sociale malgre les crises:

Les communautes etudiees manifestent une forte capacite de resilience, entendue ici comme l'aptitude à maintenir un ordre social minimum face à la degradation de l'environnement et à l'insecurite croissante. À l'instar de ce qu'ont montre Moritz (2010, pp. 138-148) et Benjaminsen et al. (2012, pp.23-34) dans d'autres contextes sahelien, les societes rurales ne sont pas passives face aux chocs ; elles mobilisent des savoirs endogenes, des mecanismes coutumiers de mediation et des formes hybrides de gouvernance pour preserver la paix sociale.

Cependant, cette resilience est souvent situee, conditionnelle et fragile. Elle depend fortement de la stabilite des equilibres sociaux internes, de la presence de figures de legitimite, et de la possibilite de maintenir des espaces de dialogue malgre l'insecurite. Lorsqu'un ou plusieurs de ces elements sont compromis, les mecanismes locaux s'effondrent, laissant place à la violence ou à l'arbitrage par des acteurs externes.

Une gouvernance fragmentee et concurrence:

L'etude confirme l'existence d'une gouvernance fragmentee, où plusieurs systemes normatifs coexistent et entrent parfois en conflit : droit coutumier, droit etatique, normes introduites par les ONG, et regulations imposees par des groupes armes. Cette pluralite, souvent decrite dans la litterature comme un « pluralisme juridique » (Lund, 2006, pp.673-684; Bierschenk & Olivier de Sardan, 2014, p.3), peut être source de flexibilite, mais elle est aussi à l'origine d'ambigüites, de conflits de legitimite, et de manipulation des regles selon les interets en presence.

Les institutions coutumieres, bien qu'encore influentes, voient leur autorite erodee par l'evolution des rapports de force locaux, la perte de neutralite perçue et le rehaussement des effectifs de groupes de jeunes ou d'acteurs armes non etatiques. Cette transformation oblige à repenser sur la place de la legitimite dans les dispositifs de regulation communautaire.

L'ambivalence des appuis exterieurs:

L'intervention des ONG et des projets de developpement a souvent ete determinante dans l'emergence de conventions locales, la creation de comites de dialogue ou la formation à la gestion des conflits. Ces actions ont contribue à formaliser certaines regles de coexistence et à renforcer les capacites d'acteurs locaux.

Cependant, cette action externe n'est pas exempte de critiques. Elle tend parfois à imposer des formats standardises, peu adaptes aux contextes culturels ou aux dynamiques de pouvoir existantes. De plus, la dependance à des projets à court terme compromet la perennite des mecanismes mis en place. Ces constats rejoignent ceux de Cleaver (2012, p.219) sur les limites des dispositifs institutionnels « plaques » sur les realites locales sans processus d'appropriation.

Defis pour une gouvernance inclusive et durable:

L'analyse a mis en evidence que les groupes marginalises, notamment les femmes, les jeunes et les deplaces internes, sont souvent exclus des dispositifs de regulation, ou n'y participent que symboliquement. Cette exclusion

affaiblit la légitimité des processus et accentue les frustrations. Elle confirme les travaux de Ribot (2004, p.44) sur la nécessité de l'inclusion sociale dans les politiques de gouvernance des ressources.

Par ailleurs, l'insuffisance de coordination entre les niveaux d'autorité (coutumière, communale, technique) limite l'efficacité des dispositifs et alimente les incompréhensions. Cela montre l'importance d'une approche multi-niveaux et multi-acteurs, qui reconnaissent les légitimités multiples tout en favorisant leur articulation autour de principes partagés.

Vers une approche intégrée des conflits environnementaux:

Enfin, cette étude montre que les conflits environnementaux dans des contextes de crise comme celui de Konna ne peuvent être compris ni résolus de manière sectorielle. Ils sont à l'intersection de dynamiques climatiques, sociales, politiques et sécuritaires, et nécessitent donc une approche intégrée. Cela implique :

- d'élargir les politiques de gestion des ressources à des dimensions de paix, de cohésion sociale et de sécurité humaine ;

- de promouvoir des espaces de concertation flexibles, adaptés aux réalités locales et sécuritairement soutenables ;
- de renforcer les capacités locales tout en assurant une coordination institutionnelle verticale et horizontale.

Conclusion:-

Cette étude menée dans la commune rurale de Konna dans la région de Mopti (Mali) met en évidence la manière dont les communautés locales s'organisent pour faire face à la montée des conflits liés aux ressources naturelles dans un contexte marqué par une double vulnérabilité sécuritaire et climatique. Les conflits observés – essentiellement autour de la terre, de l'eau et des pâturages – traduisent une pression croissante sur des ressources limitées, aggravée par la dégradation écologique, les déplacements de populations, et l'effritement des mécanismes traditionnels de régulation.

Les réponses locales à ces tensions s'appuient sur un éventail de dispositifs plus ou moins formels : médiations coutumières, conventions locales, comités villageois, ou encore dialogues intercommunautaires soutenus par des ONG. Ces mécanismes, malgré leurs faiblesses, témoignent d'une résilience communautaire certaine, qui permet de préserver un minimum de cohésion sociale et d'éviter l'escalade de certains conflits.

Cependant, cette résilience reste fragile. Elle est confrontée à de multiples limites : concurrence normative, déficit de légitimité de certains acteurs, dépendance à l'appui extérieur, exclusion de groupes sociaux clés (femmes, jeunes, déplacés), et surtout, l'omniprésence de l'insécurité qui réduit les marges d'action des structures locales. De plus, la gouvernance des ressources naturelles reste fragmentée, mal articulée entre échelles (locale, communale, régionale) et sujette à des logiques de pouvoir parfois antagonistes.

Face à cette situation, l'étude recommande une approche intégrée et inclusive de la gestion des conflits environnementaux, qui reconnaisse les formes de légitimité locale tout en les articulant avec les dispositifs institutionnels formels. Il s'agit aussi de renforcer les capacités d'analyse, de médiation et de dialogue des acteurs locaux, en assurant la continuité des dispositifs au-delà des cycles de projet.

Enfin, au-delà du cas de Konna, cette recherche ouvre la voie à une réflexion plus large sur les liens entre environnement, sécurité et gouvernance dans les zones fragiles du Sahel. Elle appelle à mieux intégrer la gestion durable des ressources dans les politiques de stabilisation, de prévention des conflits et d'adaptation au changement climatique. Dans ces territoires en tension, la paix sociale ne pourra être durable que si elle s'ancre dans des formes de gouvernance partagée, juste et écologiquement responsable.

References bibliographiques:-

1. Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2009). Farmer–herder conflicts, pastoral marginalisation and corruption: A case study from the inland Niger delta of Mali. *The Geographical Journal*, 175(1), 71–81. <https://doi.org/10.1111/j.1475-4959.2008.00312.x>
2. Benjaminsen, T. A., Alinon, K., Buhaug, H., & Buseeth, J. T. (2012). *Land Use and Climate Change Conflicts in the Sahel*. *Journal of Peace Research*, 49(1), 23-34
3. Benjaminsen, T. A., Alinon, K., Buhaug, H., & Buseeth, J. T. (2012). Does climate change drive land-use conflicts in the Sahel? *Journal of Peace Research*, 49(1), 97–111. <https://doi.org/10.1177/0022343311427343>.

4. Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P. (2014). *States at Work: Dynamics of African Bureaucracies*. Brill. Leiden, February 2014 ; ISBN: 978900426478, DOI:10.1163/9789004264960
5. CLEAVER, F. (2012). *DEVELOPMENT THROUGH BRICOLAGE: RETHINKING INSTITUTIONS FOR NATURAL RESOURCES MANAGEMENT* NEW YORK: ROUTLEDGE, 2012. 219 pp. \$39.95 (PAPERBACK). ISBN 978-1-84407-869-1. KEN J. CAINE PAGES 226-230 | PUBLISHED ONLINE: 27 SEP 2013 CITE THIS ARTICLE [HTTPS://DOI.ORG/10.1080/08941920.2013.821380](https://doi.org/10.1080/08941920.2013.821380)
6. Cotula, L., Toulmin, C., & Hesse, C. (2007). *Land tenure and administration in Africa: Lessons of experience and emerging issues*. IIED.
7. <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/9305IIED.pdf>
8. International Crisis Group. (2021). *Mali : Enrayer la crise au centre du pays. Rapport Afrique n°293*. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/293>
9. IPCC. (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>
10. Lecocq, B., & Klute, G. (2019). Tuareg separatism in Mali. In A. de Waal (Ed.), *The Real Politics of the Horn of Africa: Money, War and the Business of Power* (pp. 139–154). Polity Press.
11. Lund, C. (2006). Twilight institutions: An introduction. *Development and Change*, 37(4), 673–684. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00496.x>
12. Mortimore, M. (2005). Dryland development: Success stories from West Africa. *Environment*, 47(1), 8–21. <https://doi.org/10.3200/envt.47.1.8-21>
13. Moritz, M. (2010). Understanding Herder-Farmer Conflicts in West Africa: Outline of a Processual Approach. **Human Organization**, 69(2), 138-148
14. Raleigh, C., & Urdal, H. (2007). Climate change, environmental degradation and armed conflict. *Political Geography*, 26(6), 674–694. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2007.06.005>
15. Ribot, J. C. (2004). *Waiting for Democracy: The Politics of Choice in Natural Resource Decentralization*. World Resources Institute.
16. Turner, M. D. (2004). Political ecology and the moral dimensions of “resource conflicts”: The case of farmer–herder conflicts in the Sahel. *Political Geography*, 23(7), 863–889. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2004.05.009>